

Communiqué du Professeur Maurice KAMTO

Initiateur de Survie-Cameroon Survival Initiative en réaction au communiqué du
Country Managing Partner, Ernst & Young Cameroun

Un communiqué non daté en circulation sur les réseaux sociaux depuis le 12 février 2021, signé de Monsieur Joseph Pagop Noupoué, Country Managing Partner, Ernst & Young Cameroun, déclare : « *Le Cabinet Ernst & Young informe le public qu'aucun mandat n'a été accepté par aucune société membre de son réseau pour une mission de quelque nature, en relation avec l'opération Survie Cameroon Survival Initiative. Nous apprécions l'intérêt porté à notre organisation et à nos spécialistes et tenons à préciser qu'à ce jour, aucune de nos équipes n'est engagée dans cette opération.* »

Nous n'avons aucun contact avec Ernst and Young Cameroun, ni avec Monsieur Joseph Pagop Noupoué qui ne se borne pas à parler pour sa structure mais pour tout le réseau Ernst and Young dans le monde.

Nous informons l'opinion que nous ne pouvions pas annoncer avoir confié l'audit des systèmes informatiques de SCSI à Ernst & Young si nous n'avions pas un accord avec une de ses filiales. En effet, nous avons été en contact et avons mené des discussions avec Ernst & Young Paris au sujet de cet audit du 31 janvier au 3 février 2021. Nos interlocuteurs étaient Monsieur Salim OROU-YERIMA, Senior Manager, Financial Accounting and Advisory Services et Monsieur Arnaud DAUBIGNEY, Directeur Associé au sein du département Forensic & Integrity Services.

Dans le cadre de nos négociations, Ernst & Young Paris nous a demandé une série de documents et d'informations détaillées que nous lui avons fourni. C'est sur le prix de la mission que nous avons achoppé dans un premier temps ; Ernst & Young Paris demandant au départ entre 20.000 et 30.000 euros pour la mission. Nous avons répondu que SCSI était une initiative humanitaire et que nous n'étions pas en mesure de payer un tel prix. Qu'au demeurant, des structures de la même industrie que nous avons consulté avant pour la même mission avaient exprimé des prétentions qui se situaient autour de 7.500 euros pour cent heures de travail. Nous étions donc disposés à aller jusqu'à 10.000 euros en raison du prestige du cabinet Ernst & Young.

Ernst & Young Paris nous a alors proposé de scinder la mission en deux phases. La première, qui nous serait facturée par Ernst & Young Paris entre 1.000 et 1.500 euros, serait un diagnostic simple consistant à récupérer et à comparer l'état de l'ensemble des cotisations qui ont eu lieu sur la plateforme électronique et l'état des fonds qui ont été virés sur le compte dédié à SCSI. Selon Ernst & Young Paris, cette étape initiale permettrait de détecter et d'analyser les irrégularités et anomalies éventuelles sur la base desquelles une facturation conséquente de la seconde phase du travail s'effectuerait. Nous sommes tombés d'accord sur cette démarche avec Ernst & Young Paris les 2 et 3 février 2021, avec la promesse de ce dernier de nous transmettre sans délai une lettre de mission et

le contrat afin de commencer le travail dans la foulée. Par la même occasion, Ernst & Young Paris a accepté que nous rendions public leur accord de principe dans la communication que nous nous apprêtons à faire sur cette affaire et dont nous leur en avons parlé par souci de transparence.

Mais le 5 février 2021, à la suite de notre communication publique, Ernst & Young Paris nous a appelé pour faire part de ce qu'il ne pourrait plus accomplir la mission suite à des appels téléphoniques du Cameroun l'enjoignant de ne pas le faire parce qu'il s'agit d'une affaire politique. Que si Ernst & Young Paris exécutait la mission, cela pourrait nuire aux relations d'affaires de leur filiale au Cameroun. On comprend pourquoi c'est Monsieur Joseph Pagop Noupoué, Country Managing Partner, Ernst & Young Cameroun, qui a publié un communiqué à ce sujet alors qu'il n'a été mêlé en aucune manière aux discussions relatives à cette mission. L'affaire a ainsi pris une tournure politique inattendue. Ernst & Young Paris a poussé son désir de nous embarrasser politiquement aussi loin que de nous demander de publier nous-même un communiqué pour nous dédire en démentant la déclaration que nous avons faite dans notre message daté du 3 février 2021. C'est devant notre refus catégorique que Ernst & Young Paris s'est sans doute résolu à faire faire le communiqué publié par Ernst & Young Cameroun.

Ainsi donc, la volonté de transparence sur la gestion de SCSI est-elle devenue une affaire politique dans laquelle on voudrait nous empêtrer. J'ignore ceux qui sont derrière une telle manœuvre sordide. Mais rien n'arrêtera notre volonté de faire, comme je vous l'ai promis, TOUTE LA LUMIERE dans cette affaire. Je vous communiquerai le résultat de l'audit qui sera fait. Car, il sera fait immanquablement.

Maroua, le 13 février 2021

Professeur Maurice KAMTO



Initiateur de Survie-Cameroon Survival Initiative